



RENDU EXECUTOIRE LE

**27 JUL. 2023**

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 20/07/2023

Reçu en préfecture le 20/07/2023

Publié le

ID : 086-228600011-20230720-23\_A\_SE\_0281-AR

**S'LO****ARRETE N° 2023-A-DGAS-DA-SE-0281**du **20 JUL. 2023****DGAS****Service des Etablissements****39 rue de Beaulieu****86034 POITIERS CEDEX**

Portant fixation du solde de la dotation complémentaire 2022 au titre de l'APA et la PCH sur le dernier trimestre 2022 pour la Mutualité Française Vienne en mode prestataire

**LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,**

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) ;

VU la délibération du 17 décembre 2021 du Conseil Départemental de la Vienne relative au budget départemental primitif pour 2022 ;

VU l'arrêté n° 2007 DISS/SSP-014 du 25 octobre 2007 portant autorisation au service prestataire d'aide à domicile géré par la Mutualité Française Vienne ;

VU l'arrêté n° 2022-A-DGAS-DA-SE-0180 du 14 mars 2022 portant renouvellement de l'autorisation de fonctionnement du Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile délivré à la Mutualité Française Vienne ;

VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens signé le 28 septembre 2018 et ses avenants s'y afférents, entre le Département de la Vienne et la Mutualité Française Vienne ;

VU le décret n° 2022-735 du 28 avril 2022 prévoyant le montant du concours attribué aux départements correspondant au montant de référence de la dotation complémentaire fixée à 3 €/heure, multiplié par le volume horaire des prestations fournies au titre de l'APA et la PCH et sous couvert d'un CPOM ;

VU le maintien du soutien de la CNSA dans le cadre de la dotation complémentaire, un financement complémentaire est alloué au Département pour poursuivre le financement des actions sur la période du 1<sup>er</sup> septembre 2022 au 31 décembre 2022 ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

Envoyé en préfecture le 20/07/2023  
Reçu en préfecture le 20/07/2023  
Publié le  
ID : 086-228600011-20230720-23\_A\_SE\_0281-AR

**ARRETE :**

**ARTICLE 1 :** Au titre de la continuité de la préfiguration pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 2022 au 31 décembre 2022, la dotation complémentaire, calculée selon l'activité horaire prévisionnelle pour l'APA, la PCH, soit 10 783 heures, était de 32 350 €.

La dotation complémentaire a été versée à hauteur de 70 % soit 22 645 €.

**ARTICLE 2 :** Le montant de la dotation complémentaire, réactualisé sur l'activité réelle 2022, soit 6 444 heures, donne lieu à un **trop-perçu** de **3 312 €** qui fera l'objet de l'émission d'un titre de recettes prochainement et le montant sera directement déduit des prochains acomptes.

**ARTICLE 3 :** L'Allocation Personnalisée d'Autonomie et la Prestation de Compensation du Handicap à domicile sont versées directement au service à la personne concerné intervenant sur un mode prestataire, sur présentation d'une facture indiquant précisément la prestation rendue.

**ARTICLE 4 :** Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Un éventuel recours contentieux devra parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale – Cour administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun - 33074 BORDEAUX, dans un délai d'un mois à compter de la réception de la réponse, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux en l'absence de réponse de l'administration.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un **délai franc d'un mois** à partir de sa notification ou de sa publication.

Un recours juridictionnel sur l'application Telerecours citoyens est également possible en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 5 :** Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités, le Gestionnaire et la Direction de l'Etablissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département de la Vienne.

Fait à POITIERS, le **20 JUL. 2023**

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON